

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 3 mars 2022, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit **(ANOT/2022-0001)** :

LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE

DIT qu'il est notoire que Monsieur Soufou HANAFFI est en possession du bien situé sur la commune de CHICONI cadastré AI 36 depuis plus de 30 ans (soit depuis le 16 juin 1989), dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil ;

DIT que le présent acte de notoriété est délivré au requérant (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

ORDONNE les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

RAPPELLE que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) et nom : Soufou HANAFFI

Domicile : 11 rue de la providence - 97670 Chiconi

Date et lieu de naissance : 2 février 1952 à Chiconi (Mayotte)

Statut de droit commun ou droit local : Droit local

Etat (célibataire, marié, pacsé, divorcé, veuf) : Marié (droit local)

Date du mariage : le 1^{er} janvier 1979

Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) et nom du conjoint : Sandia MOUSSA

Régime matrimonial adopté : droit local

Profession : Tailleur, retraité

Indication de sa capacité juridique : Pleine

II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE

Situation : Commune de CHICONI.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AI	36	11 rue de la providence	321 m ²

III- REPRODUCTION OBLIGATOIRE

1^{er} alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil »